

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Accord-humanitaire-A-nouveau-dans-l-agenda-politique-colombienne>

# **Accord humanitaire : A nouveau dans l'agenda politique colombienne ?**

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 9 octobre 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### L'échange de prisonniers, un pas vers la paix ?

La tentative manquée de libération du gouverneur de Antioquia, de l'ex ministre de la défense et de plusieurs officiers et sous-officiers des forces armées entreprise par la force publique et qui s'est transformée en leur exécution par les FARC, a eu des effets négatifs dans l'opinion publique relativement favorable à la recherche d'une formule qui mette fin à la captivité des Colombiens séquestrés par cette guérilla.

Cette épilogue fatal a gelé, durant plusieurs mois, la discussion sur l'échange de prisonniers ou accord humanitaire que permettrait l'échange des militaires policiers et civils aux mains des FARC avec des guérilleros prisonniers dans différentes prisons du pays.

Ces derniers jours, les FARC ont réussi une nouvelle fois à placer le débat sur l'échange de prisonnier ou accord humanitaire dans l'agenda public national et international grâce à une stratégie de communication planifiée.

Les FARC ont poussé à la diffusion de la vidéo dont le « Mono Jojoy » (un dirigeant militaire de la guérilla, n.d.tr.) avait permis la réalisation par un journaliste reconnu. La vidéo présente la réunion du commandant « Jojoy » avec ses otages et des reportages réalisés sur les politiques et les militaires séquestrés. Cette vidéo a été retransmise à une heure de grande écoute par une des plus importante chaîne de télévision privée.

La vidéo, en plus de témoignages dépouillés, montre les conditions précaires dans lesquelles vivent les otages et les séquestrés. Elle expose aussi certaines des remarques que le commandant « Jojoy » faisaient sur les possibilités lointaines de dialogue avec le gouvernement et les conséquences néfastes qu'aurait une tentative de libération militaire.

Les hommes politiques séquestrés ont insisté sur le fait que le gouvernement devait négocier et abandonner son attitude arrogante et orgueilleuse à propos de l'accord humanitaire. La majorité d'entre eux placent les raisons humanitaires au-dessus des raisons d'Etat et de l'ordre juridique qu'invoque le gouvernement pour refuser l'idée d'un échange de prisonniers. Pour leur part, les officiers séquestrés se plaignent du gouvernement car, en dépit du fait qu'ils aient été capturés par les FARC lors d'actions de défense, ils se sentent abandonnés. Certains d'entre eux sont depuis plus de cinq ans en captivité.

Par la suite, les FARC ont rendu publiques les preuves de la survie d'autres politiques séquestrés et des États-Uniens capturés dans le Caquetà. Cela a été considéré comme un message à la communauté internationale.

La stratégie médiatique des FARC a culminée avec la vidéo de l'ex candidate présidentielle Ingrid Betancourt, présentée par Noticias Uno. La vidéo, dans laquelle les FARC ont permis une totale liberté d'expression à leur otage la plus importante, aborde la discussion nationale sur les débats politiques, militaires et juridiques sur l'échange de prisonniers ou accord humanitaire. Elle a eu, en outre, un grand impact au sein de la communauté internationale.

En dépit du fait que les FARC ont repositionner la thème de l'accord humanitaire, sa visibilité est confrontée à différentes interprétations juridiques et politiques qui ont été développées au cours des derniers jours.

En premier lieu, on discute de la demande expresse de Ingrid Betancourt d'un sauvetage avec intervention militaire, fait interprété par certains comme un soutien à la position du président Uribe ; pour d'autres, son affirmation de ce que la tentative de libération devrait être efficace et ne pas mettre en danger la vie des otages indiquerait que la meilleure voie est celle de l'accord humanitaire. En outre, Betancourt a manifesté son penchant pour cette procédure

## Accord humanitaire : A nouveau dans l'agenda politique colombienne ?

---

lorsqu'elle concerne des combattants des deux camps mais elle la trouve inadéquate lorsqu'il s'agit de civils séquestrés pour des raisons politiques ou économiques.

En deuxième lieu, la présentation des preuves de la survie des otages de la part des FARC ne s'interprète pas nécessairement comme une action unilatérale de type humanitaire. Cette guérilla doit garder à l'esprit que toute tentative d'instrumentalisation politique du Droit international humanitaire pourrait rendre difficile et étouffer le climat des négociations.

Enfin, la réponse du président aux considérations sur la nécessité d'un accord humanitaire contenue dans les lettres des ex présidents libéraux est significative. Montrer publiquement sa tristesse d'avoir été mis sur « un pied d'égalité » avec le chef des FARC et ajouter qu'il ignorerait la lettre, montre simplement que le Président réitère la position qu'il a toujours eu pour justifier son refus de l'échange de prisonniers : invocations équivoques à la raison d'état et à l'ordre juridique et, plus grave encore, négation d'une quelconque possibilité de dialogue avec Marulanda qu'il qualifie de « chef des bandits et des terroristes ».

**Traduction de l'espagnol** : Anne Vereecken, pour RISAL.

**Par Actualidad Colombiana**

[Actualidad Colombiana n° 368](#)